



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 22 – 16 juin 2023

Sommaire

Fait marquant

- Les associations environnementales critiquent le manque de préparation des compagnies des eaux face au risque de sécheresse

Climat & Energie

- Le directeur général de *Centrica* alerte sur la hausse des factures d'énergie dans les années à venir
- La production de charbon est relancée temporairement pour faire face à une hausse de la demande d'électricité

Environnement

- Une étude exhorte le gouvernement à faire diminuer l'usage de l'eau en bouteille

Industrie

- *AMTE Power* pourrait délocaliser sa production de batteries faute de subventions suffisantes pour les industries vertes
- Le secteur immobilier souhaite une meilleure prise en compte des enjeux climatiques dans les règles d'aménagement

Transports

- Les zones de faible circulation pourraient réduire l'usage de la voiture selon une étude

Fait marquant


Les associations environnementales critiquent le manque de préparation des compagnies des eaux face au risque de sécheresse

Les compagnies des [eaux](#) sont tenues de publier des plans de gestion des ressources hydriques précisant notamment quelles quantités elles devront prélever dans les cours d'eaux naturels. Les versions définitives de ces plans doivent être publiées d'ici la fin de l'année. 37 associations environnementales ont écrit à la ministre de l'Environnement, Thérèse Coffey, pour indiquer qu'aucune compagnie des eaux n'avait publié de plan « plausible » et « facilement compréhensible » sur les « déficits d'eau » auxquelles elles risquent d'être confrontées en cas de sécheresse. On estime que les compagnies des eaux « sur-prélèvent » déjà près de 570 M de litres d'eau dans les rivières et aquifères d'Angleterre, un niveau qui n'est pas soutenable et devrait pourtant tripler d'ici 2050. Selon les associations, les compagnies des eaux n'ont pas réalisé les investissements nécessaires (le dernier réservoir aurait été construit il y a 30 ans) et ont échoué à éduquer le public à un usage raisonné de l'eau. *Water UK*, qui représente ces entreprises, a rappelé qu'elles envisageaient d'investir plusieurs milliards de livres pour déplacer l'eau depuis les zones les plus humides vers les zones les plus sèches et pour construire des réservoirs supplémentaires.

Le chiffre de la semaine

5,5 millions

Selon un sondage réalisé pour [Money Advice Trust](#) – organisation en charge des numéros d'assistance pour les personnes endettées – 5,5 millions d'adultes au R-U seraient en retard dans le paiement de leurs factures d'énergie. Selon les estimations obtenues, 3,2 M de personnes ne seraient pas en mesure de payer ces arriérés, malgré des demandes de leurs fournisseurs d'énergie. 7 % des personnes interrogées ont déclaré qu'elles n'avaient pas pu obtenir d'aide pour régler leurs factures après avoir contacté leur fournisseur, tandis que 6 % ont indiqué qu'elles n'avaient pas pu joindre ce dernier. Face à ces résultats, *Money Advice Trust* et onze autres organisations ont écrit au ministre de la Sécurité énergétique, Grant Shapps, pour lui demander la mise en place d'un mécanisme « help to repay » offrant notamment la possibilité d'annuler les dettes jugées « inabordables ».



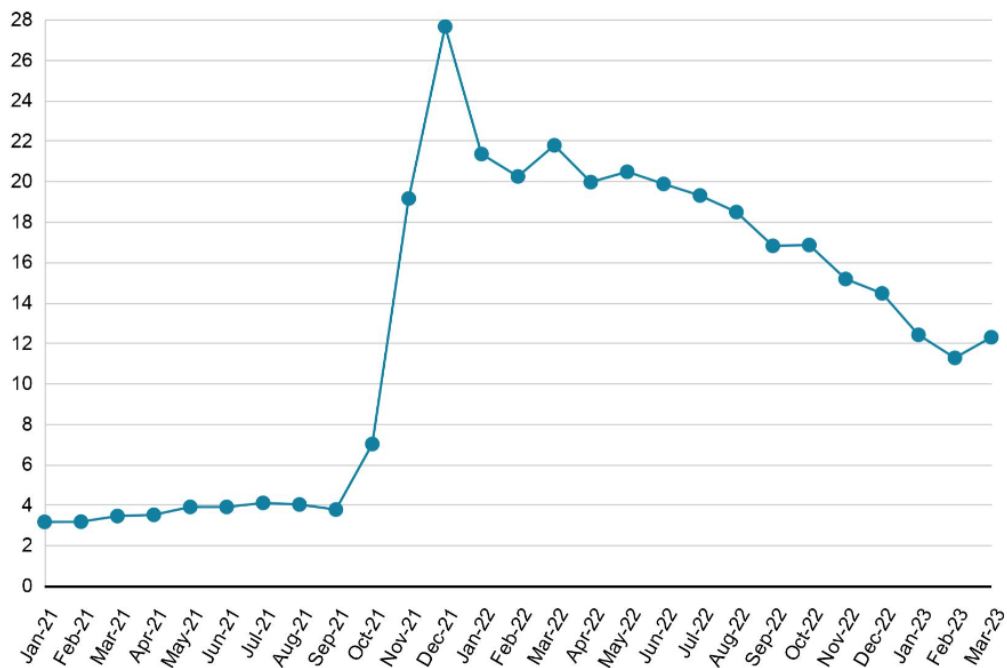


Le graphique de la semaine

Monthly income generated from ULEZ

Combined value of daily charges and penalty charge notices

● Total Value (£ millions)



Source: TfL

BBC

Selon des données obtenues par la [BBC](#), via une demande d'accès aux informations, la zone à très faibles émissions londonienne (ULEZ) aurait généré un peu plus de 224 M£ de recettes en 2022, soit 18,7 M£ par mois en moyenne. Les recettes ont fortement augmenté en octobre 2021 avec l'extension de l'ULEZ à certains quartiers plus périphériques. Les baisses successives s'expliqueraient selon *Transport for London* (TfL) par le nombre croissant d'automobilistes achetant un véhicule respectant les normes d'émissions de l'ULEZ et ne devant donc pas s'acquitter du péage quotidien de 12,5 £. Selon l'analyse de la *BBC*, un tiers des recettes en 2022 (73,3 M£) proviendrait des amendes, le reste (151,3 M£) des péages quotidiens.

Climat & Energie

Flash – Lors de la Conférence mondiale sur l'éolien maritime qui se tenait à Londres, le ministre fantôme de l'Energie, [Ed Milliband](#), a confirmé l'engagement du parti travailliste de quadrupler la capacité de production britannique d'électricité éolienne en mer d'ici 2030 pour atteindre un total de 60 GW.

Flash – Dans un [rapport](#), le *National Audit Office* (NAO) souligne que si 57 % des ménages britanniques disposent désormais de compteurs intelligents, leur déploiement a pris un retard important par rapport aux objectifs initiaux. En 2011, le gouvernement prévoyait que l'ensemble des compteurs soient intelligents, objectif qui a été reporté à plusieurs reprises. La cible actuelle, qui fait l'objet d'une consultation, est d'atteindre 80 % des compteurs d'ici 2025.

Flash – Selon une étude du think tank [ECIU](#) (*Energy & Climate Intelligence Unit*), en cas d'arrêt des nouveaux forages gaziers en mer du Nord, la production de gaz en 2030 serait inférieure de 15 % ou de 30 TWh à son niveau actuel. Il s'agit de l'équivalent du gaz nécessaire pour produire 15 TWh d'électricité par an, une quantité qui pourrait être produite par un parc éolien en mer. Selon l'ECIU il serait donc pertinent de compléter un moratoire des forages en mer du Nord par l'accélération du déploiement des parcs éoliens en mer.

Flash – [Apache](#), neuvième opérateur en mer du Nord, a indiqué y suspendre ses forages en raison de « *l'environnement macro-économique difficile du R-U avec un régime fiscal et réglementaire de plus en plus lourd* ». Cette annonce a coïncidé avec l'annonce par le gouvernement d'un plafond minimal pour le paiement de la taxe sur les superprofits des compagnies gazières et pétrolières (cf. veille n°21).

Flash – A l'occasion de la *London Tech Week*, le ministre de la Sécurité énergétique Grant Shapps a annoncé que des entreprises et universités bénéficieraient d'un fonds de 4,3 M£ destiné au développement de la production d'énergie [solaire](#) depuis l'espace.

Le directeur général de *Centrica* alerte sur la hausse des factures d'énergie dans les années à venir

Chris O'Shea, directeur général de [Centrica](#) le propriétaire de *British Gas*, s'exprimait pour la première fois depuis février et les polémiques sur les compteurs pré-payés. Des entreprises tierces se seraient introduites chez des consommateurs vulnérables pour installer ces compteurs. Le régulateur de l'énergie *Ofgem* avait par la suite imposé un moratoire sur l'installation de ces compteurs. Le régulateur de l'énergie envisage désormais d'autoriser les fournisseurs d'énergie à prélever davantage de contributions sur les factures de l'ensemble de ménages afin de recouvrer le coût des dettes des consommateurs vulnérables. Le gouvernement envisagerait également d'instaurer un tarif social pour ces derniers alors que les prix de l'énergie devraient rester élevés au cours des prochaines années. Selon Chris O'Shea, cette mesure devrait être financée par l'impôt plutôt que par la hausse des contributions prélevés par les fournisseurs qui contribuerait à accroître la hausse des factures d'énergie. Il a également appelé à augmenter les capacités britanniques de stockage du gaz naturel (*Centrica* a rouvert en octobre 2022 le plus grand site de stockage de gaz au R-U) et à accélérer les nouvelles connexions au réseau électrique, dont la lenteur actuelle retarde selon lui les investissements dans de nouvelles « *capacités de production d'énergie* ».

La production de charbon est relancée temporairement pour faire face à une hausse de la demande d'électricité

A la demande de [National Grid](#), gestionnaire du réseau électrique britannique, la dernière centrale à charbon encore en fonctionnement a redémarré cette semaine après 46 jours d'arrêt.

Cette décision s'explique par la hausse de la demande pour faire fonctionner la climatisation (les températures ont dépassé les 30°C en Angleterre pour la première fois cette année et on atteint 32,2°C dans le Surrey, soit le plus haut niveau atteint depuis 1996 pour cette période de l'année) alors que la production éolienne était faible et qu'au moins une centrale nucléaire devait subir des opérations de maintenance. Selon le *Guardian*, *National Grid* serait par ailleurs en pourparlers avec *Drax* pour la remise en fonctionnement de deux de ses centrales à charbon dans le Yorkshire afin d'éviter des coupures de courant cet hiver. La direction de *Drax* a démenti cette information, indiquant que le démantèlement de ces centrales – qui ont cessé leur production plus tôt dans l'année – avait déjà débuté. Pour mémoire, le R-U s'est engagé à fermer sa dernière centrale à charbon en fonctionnement d'ici septembre 2024.

Environnement

Flash – L'*Advertising Standards Authority* (ASA) a suspendu la diffusion d'une publicité télévisée de la compagnie d'eau [Anglian Water](#) en raison de fausses allégations environnementales.

Une étude exhorte le gouvernement à faire diminuer l'usage de l'eau en bouteille

L'étude réalisée par le cabinet de consultants *Retail Economics* a été réalisée à la demande d'associations environnementales et d'entreprises comme *Brita*. Selon les données obtenues, la consommation d'[eau en bouteille](#) au R-U est passé de 300 mL par personne en 1975 à 31 L en 2021. 51 % de la population britannique consomme de l'eau en bouteille au moins une fois par semaine et plus de la moitié des bouteilles d'eau achetées est consommée au bureau ou à la maison. *Retail Economics* invite l'Autorité des marchés et de la concurrence (CMA) à réexaminer les allégations environnementales des entreprises vendant de l'eau en bouteille, tout en incitant le gouvernement à traiter l'eau en bouteille comme les aliments très salés, sucrés ou gras, ce qui conduirait à ne plus les mettre en tête de gondole dans les supermarchés. Le rapport recommande également d'imposer une taxe de 10 *pences* sur les plastiques servant à emballer le packs d'eau.

Industrie

Flash – *Britten-Norman*, qui devrait bientôt lancer son premier aéronef *Islander* zéro-émissions, a annoncé relocaliser une partie de sa production sur l'île de Wight, où l'entreprise avait débuté son activité en 1954.

Flash – Interrogée par le Parlement, Rain Newton-Smith, directrice générale de la [Confederation of British Industry](#) (CBI), a indiqué que seuls 28 % des membres de la fédération avaient participé au vote de confiance qui s'est tenu la semaine dernière.

AMTE Power pourrait délocaliser sa production de batteries faute de subventions suffisantes pour les industries vertes

Allan Hollis, directeur général d'[AMTE Power](#), qui possède une petite usine de batteries dans le nord de l'Ecosse, s'était déjà exprimé à ce sujet en avril. *AMTE* prévoyait d'ouvrir une *gigafactory* près de Dundee afin d'y produire des batteries sodium-ion permettant aux ménages ou au réseau de stocker l'électricité excédentaire. L'entreprise estime cependant que le R-U ne lui offre pas suffisamment de soutien financier notamment pour l'étape où elle n'a pas encore de revenus commerciaux mais besoin de ressources financières pour la construction de son usine. Allan Hollis exhorte donc le gouvernement à « combler l'écart » avec des subventions à l'image de celles offertes aux industries vertes américaines et européennes.

Le secteur immobilier souhaite une meilleure prise en compte des enjeux climatiques dans les règles d'aménagement

Plus d'une centaine d'entreprises britanniques du secteur [immobilier](#) ont écrit au gouvernement à ce sujet. Selon eux, le système de planification anglais actuel les empêche de construire rapidement et de manière massive des logements de qualité et durables. Afin de mieux prendre en compte les enjeux environnementaux, ils suggèrent que le *Levelling Up and Regeneration Bill* actuellement en discussion au Parlement oblige les collectivités locales à prendre en compte les objectifs de décarbonation lors de l'octroi des permis de construire. Ils appellent également à renforcer les obligations de restauration de la nature en cas de construction et à supprimer les interdictions qui peuvent peser sur l'installation dans les zones résidentielles de technologies vertes, comme les panneaux solaires ou les pompes à chaleur.

Transports

Flash – Les entreprises du secteur [ferroviaire](#) pourront candidater à la septième édition du fonds *First of a Kind* doté de 6,3 M£ (5,3 M£ du ministère des Transports et 1 M£ de l'entreprise HS2) permettant de financer des « *innovations technologiques* » destinées à améliorer l'expérience passager.

Flash – Le ministre des Transports a nommé Joanna Davinson et Keith Smithson comme directeurs non-exécutifs du conseil d'administration [d'HS2](#) et a confirmé quatre autres directeurs non-exécutifs dans leurs fonctions. Ces nominations ont notamment pour objectif, selon le ministre, de contrôler les coûts croissants du projet.

Flash – Selon le cabinet de consultants *Oxbow Partners*, les prix des [assurances automobiles](#) devraient augmenter de 14 % en moyenne cette année et de 6 % en 2024, hausses que les compagnies d'assurance justifient par l'augmentation du coût des pièces automobiles et de la main-d'œuvre.

Flash – Les membres de l'*Aslef*, syndicat représentant les conducteurs de [trains](#), ont voté à plus de 85 % en faveur d'une prolongation de six mois du mandat de grève du syndicat.

Flash – Les personnels de sécurité d'[Heathrow](#) ont annulé leur premier weekend de grèves, initialement prévu les 24 et 25 juin, la direction ayant fait une nouvelle offre salariale.

Les zones de faible circulation pourraient réduire l'usage de la voiture selon une étude

Les LTN (*low-traffic neighbourhoods*), qui sont dotés de dispositifs visant à limiter la circulation automobile dite « *de transit* » dans les zones résidentielles, existent depuis plusieurs décennies mais font l'objet de controverses du fait de leur multiplication pendant le Covid. L'[étude](#) menée par plusieurs universités londonniennes est d'une taille limitée car elle se concentre sur quatre LTN installées dans le quartier londonien de Lambeth en 2020. Elle se base sur les données relatives aux codes postaux et aux plaques d'immatriculation pour les parkings « *nécessitant une autorisation de stationnement pour les résidents* ». Ces données sont mises en correspondance avec celles des contrôles techniques pour les périodes 2018-2020 et 2020-2023. Sur la deuxième période, les automobilistes effectuaient en moyenne 1,3 Km de moins dans les LTN que dans les zones de contrôle, soit une baisse de 6,4 %. Le fait que les données de 2018 à 2020 ne montrent aucune différence de tendance entre les quartiers couverts par la suite par des LTN et les autres suggère que cette baisse s'explique principalement par l'implantation de la LTN. Si les auteurs de l'étude reconnaissent ses limites en raison de la faible taille de l'échantillon considéré, elle pourrait être utilisée par les promoteurs des LTN alors que l'actuel ministre des Transports y semble plutôt opposé.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international